« Les indésirables » bédouins dans la région de Tunis entre 1930 et 1956

Zeïneb Mejri

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/755>

DOI : 10.4000/cdlm.755

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 77-101

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Zeïneb Mejri, « « Les indésirables » bédouins dans la région de Tunis entre 1930 et 1956 », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 69 | 2004, mis en ligne le 10 mai 2006, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/755> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.755>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

« Les indésirables » bédouins dans la région de Tunis entre 1930 et 1956

Zeïneb Mejri

- 1 La population de Tunis s'est considérablement accrue au cours des vingt années qui ont précédé l'indépendance. En effet elle a presque doublé, passant de 220.000 habitants, en 1936, à 410.000 en 1956¹. La population tunisienne musulmane, a, quant à elle, triplé, passant de 80.000 à 240.000 habitants. Cette augmentation de la population tunisienne musulmane ne s'explique pas seulement par l'accroissement naturel, elle est due surtout, à l'afflux vers Tunis, de tous les points du territoire, de dizaines de milliers d'hommes, femmes et enfants chassés par la misère des campagnes.
- 2 Ces nouveaux venus ont surpeuplé la médina et ses deux vieux faubourgs de Bab Djazira et de Bab Souika. Ils sont également à l'origine de la formation de nouveaux faubourgs qui se sont créés *ex nihilo* ou développés à partir de noyaux infimes, tout autour de la cité. Ceux-ci constituaient de vastes concentrations de baraques et de gourbis regroupant une population dans l'ensemble très misérable, de quelque 100.000 âmes à la fin de la colonisation.²
- 3 Nous nous intéresserons ici à la catégorie sociale la plus marginalisée à Tunis entre 1930 et 1956, constituée par cette population d'origine rurale bédouine, qui pratiquait un mode de vie nomade avant de venir s'installer dans la capitale en quête d'une situation matérielle meilleure. Considérés comme étant à l'origine de plusieurs problèmes sociaux, ces « *indésirables bédouins* » ont fait l'objet de mesures répressives allant de l'emprisonnement jusqu'au refoulement vers leurs régions d'origine.
I - Identité des « *indésirables* » et problèmes de la région de Tunis
1 - Les « *indésirables bédouins* » de la ville de Tunis
- 4 Dans une lettre adressée le 4 mai 1935 au Contrôleur civil par le Secrétaire Général du gouvernement tunisien, ce dernier définit les indésirables comme étant :
des ruraux venus dans la région de Tunis des mouvements de transhumance et qui, en attendant d'acquérir des moyens d'existence et d'avoir une habitation permanente, cherchent à y subsister dans un état de semi-vagabondage et dont le refoulement était réputé nécessaire³.

- 5 Ces ruraux indésirables sont généralement originaires des caïdats de l'intérieur, notamment des Souassi, des Methellith réputés pour leur pratique de la mendicité. A ceux-là s'ajoutent les transhumants habituels des tribus semi-nomades de Zlass et Neffat. En outre, et exceptionnellement, pendant les années 1930, sont arrivés nombreux, dans la région de Tunis, des groupes qui n'avaient jamais transhumé. Il s'agit d'ensembles d'individus ou de familles entières venant des environs de Mehdiya et Djebeniana qui avaient peu d'animaux et qui étaient les moins aptes à se chercher du pâturage.⁵
- 6 On peut distinguer deux formes de nomadisme qui « *alimentaient* » la capitale par les « *éléments indésirables* ».
- 7 D'abord, le nomadisme saisonnier qui s'effectuait annuellement vers la fin du mois de mai, quand de nombreux paysans quittaient leurs gorbis et venaient offrir leurs services pour la moisson dans les caïdats du nord notamment Mateur, Béja, Souk El Erbaa et Souk El Khemis.⁶ Pendant leur transhumance, ces bédouins passaient par la ville de Tunis en quête d'un revenu d'où leur recherche de travail. Séduits aussi par les secours distribués dans la capitale, certains de ces semi-nomades finissaient par abandonner leur destination originelle pour s'y installer épisodiquement.
- 8 Un deuxième type de nomadisme, « occasionnel », s'effectuait pendant les années de crises. En effet dans une année de disette, la mauvaise récolte de céréales dans le centre et le sud de la Tunisie provoquait assez souvent un mouvement d'exode des populations nomades avec leurs troupeaux de moutons et leurs bêtes de somme.⁷ Cette situation a prévalu, et de façon considérable, au cours des années 1930⁸ et particulièrement pendant les années de sécheresse que subit la Tunisie entre 1945 et 1948.⁹
- 9 Cette population d'« *indésirables* » comprenait en particulier des bédouins nomades, détachés de groupes de transhumants à leur passage à proximité de Tunis,¹⁰ comme aussi des nomades « *individuels* » qui, chaque année, venaient chercher du travail dans les grandes villes. Mais il faut noter que les éléments jugés « *indésirables* » n'étaient pas tous des bédouins, il y avait parmi eux des citadins de Tunis. Dans notre étude nous nous contenterons d'étudier les « *indésirables* » d'origine rurale.
- 10 C'est ainsi qu'annuellement, un certain nombre de populations des circonscriptions du Sud et du Centre émigrent vers le Nord de la Tunisie. De nombreuses familles venant de l'intérieur s'installaient donc à Tunis dans l'espoir d'y trouver des conditions d'existence meilleures, ou d'y recueillir des secours, ou encore de trouver, dans cette agglomération, des ressources faciles par la pratique de la mendicité.¹¹ Ces individus sont prêts à exercer n'importe quel travail qui leur procure un moyen pour survivre : portefaix, moissonneur, cireur de souliers, brocanteur, marchand ambulant, chiffonnier...¹²
- 11 L'exode des populations du sud et du centre n'était pas la seule source de l'extension des bidonvilles et des problèmes que connaissait la capitale, il y avait aussi l'exode des populations du nord. Dans un article éditorial du quotidien *La Nahdha* paru le 19 avril 1936, et consacré à la situation économique de la Régence, le contrôleur civil de Tunis attire l'attention sur l'accroissement du nombre des nomades originaires des régions du nord ouest, Mateur, Mogod, Hdhil, Oued Tin, Bizerte, Medjez El Bab, du centre : Souassi, Mthelith, banlieue de Mahdia, Djebeniana, et du Cap Bon.¹³
- 12 Dans l'ensemble, les origines de la population semblent être surtout les suivantes :

- 13 1 - Des semi-sédentaires, fixés à la suite des sécheresses que subit la Tunisie entre 1945 et 1948¹³. Dans ce contexte on peut citer le témoignage d'un nomade qui a vécu la sécheresse : *on a vendu le chameau, mangé l'âne, tout est tombé en poussière, mais on a gardé l'espoir de reprendre le voyage* ¹⁴.
- 14 2 - Des cultivateurs de Béja, Souk-El-Arba, de la vallée de Medjerda, mis dans l'impossibilité de continuer à exploiter leur sol :
- Soit suite à une ouverture de marché, qui, avec le faible rendement, ne leur permettait pas de résister.
 - Soit à cause du régime juridique de leur sol¹⁵.
 - Soit par la confiscation de leur terre par le colonisateur, dans le cadre de la colonisation agricole¹⁶.
- 15 À cela s'ajoute le fait que la mécanisation des grandes propriétés a favorisé le chômage d'une importante partie de la main d'œuvre agricole.¹⁷ Ces individus s'installaient dans les différentes banlieues de Tunis telles que : Melassine, Borgel,¹⁸ Djebel Lahmar,¹⁹ à côté de l'hôpital militaire de Tunis, le Bardo, Mutuelle-ville, Crémieux ville, Dubosville, au pied des pentes de sidi Bel Hassen, la Marsa, la Goulette, Carthage, El Kram, etc. Échappant aux cadres sociaux traditionnels, notamment la tribu, ces individus restaient, d'autre part, en dehors du contrôle de l'État.²⁰ Cette situation « irrégulière » faisait d'eux des éléments classés « *dangereux* ».
- 2 - Les problèmes liés à la présence des « indésirables » dans la région de Tunis
- 16 Dans une lettre du 17 janvier 1948 adressée au Cheikh El Médina, le Khalifat rapportait que les nomades :
- sont attirés par la ville, croyant y trouver leur subsistance ; ils portent le plus grand préjudice aux semi sédentaires en s'installant parmi eux. Il n'est pas nécessaire de décrire l'état pitoyable de cette terrible fourmilière qui ne peut vivre que de rapines, de marché noir ; sa présence près de la capitale est un danger sanitaire imminent pour la santé publique²¹.
- 17 La présence de cette population installée à titre précaire à Tunis ou dans ses banlieues, dans des conditions d'existence misérables, posait de graves problèmes de sécurité, d'hygiène, de financement et de propriété terrienne.
- 18 En effet, selon des rapports officiels, certains de ces individus se livraient à différents délits allant du vol à l'agression à main armée aux tentatives de meurtre,²² ainsi qu'à la mendicité. Parfois ces nomades s'organisaient en bandes de voleurs qui se spécialisent systématiquement dans le pillage des régions voisines de leurs camps.²³
- 19 Vivant, pour la plupart, au-dessous du seuil de pauvreté,²⁴ et dans des conditions d'insalubrité totale, les bédouins nomades étaient exposés à des problèmes d'hygiène. Dans une lettre adressée par le ministre de la santé publique au Premier ministre au début de l'année 1948, le médecin-chef des services d'hygiène et d'assistance de la ville de Tunis signale que :
- Une grande partie des cas de variole constatés dans la commune et dans la proche banlieue de la capitale avaient été relevé chez des nomades ou des semi-nomades que la période de misère traversée par les populations rurales de la régence a fait affluer au bord des villes.²⁵
- 20 Le même rapport présente ces « *miséreux* » comme une grave menace pour la santé de la population urbaine. En effet, les courants de transhumance favorisent la dissémination des maladies contagieuses d'autant plus que la sous-alimentation des populations

rurales²⁶, et des nomades en général, les rendent très sensibles au typhus et aux autres maladies contagieuses.²⁷ On peut citer à titre d'exemple le typhus exanthématique qui a touché la commune de Tunis en 1940.²⁸

- 21 Dans son étude sur les salariés de la région de Tunis, Sebag affirme que la malnutrition et la dénutrition doivent frapper la plus grande partie de la population des bidonvilles.²⁹
- 22 De plus, il y avait parmi ces éléments, des vagabonds sans logis et notamment celui du Djellez, qui s'étaient établis dans des briqueteries, dans des grottes, ou dans des cimetières. Mais la plupart de ces bédouins parvenaient à édifier clandestinement des constructions sur des terrains particuliers appartenant aux propriétaires privés ou sur des terrains *Habous*.³⁰ Il s'agit notamment de gourbis en matériaux légers (planches, tôles, racages et agglomérés de paille et boue), constructions inesthétiques et souvent insalubres. Ils s'installaient dans leurs gourbis avec leurs bêtes.³¹ Ces agglomérations malpropres et malsaines ont pris le nom de « *bidonvilles* » ou « *gourbi villes* ».³²
- 23 Ces bidonvilles n'apparaissent clairement qu'à partir années trente. Les plus célèbres sont ceux du Mellasine et du Djebel Lahmar qui ont connu un élargissement très rapide. On peut prendre l'exemple du Djebel Lahmar dont le nombre d'habitants est passé en quelques mois de 6046 personnes en 1946 à 12000 personnes en 1947. Dans un rapport au Cheikh El Médina, le khalifat donnait le 17 janvier 1948 le résultat de sa visite à Djebel Lahmar. On peut y lire :

De source sûre j'ai pu savoir qu'il se construit dans des endroits plus de 200 gourbis par semaine, groupés en tribus ethniques.³³
- 24 En 1951 il n'existait dans ce bidonville que trois sources publiques qui l'alimentaient en eau.
- 25 Avant l'année 1956, le nombre de personnes qui habitaient ces « *gourbis-villes* » atteignait 105.000 soit à peu près le quart de la population totale de la capitale.³⁴
- 26 Ces bidonvilles engendraient souvent des problèmes fonciers. En effet, nombreux sont les litiges qui sont apparus entre les propriétaires de ces terrains et la *Djamaia des Habous* d'une part, et ces « *expropriants* » bédouins de l'autre. Pour résoudre ces problèmes, plusieurs terrains *Habous* situés aux environs de la capitale ont été transformés pour que ces misérables sans logis puissent y édifier des « *Maâmra* » ou gourbis.³⁵ Ces terrains *Habous* sur lesquels fut tolérée l'installation de camps de baraques³⁶ ou de gourbis³⁷ sont situés généralement dans le périmètre communal de Tunis³⁸ et dans le caïdat de banlieue.
- 27 Tous ces problèmes ont nécessité l'intervention des autorités publiques pour les résoudre. Or, la politique anti-vagabondage a nécessité à son tour des crédits considérables notamment pour le paiement des salaires des agents de sûreté et de santé et des fonctionnaires auxiliaires recrutés pour lutter contre ces éléments « *indésirables* ». On peut citer ici le cas des Spahis auxiliaires qui, en 1936, n'avaient touché aucune rémunération plus de six mois après leur recrutement au mois de mai 1936.³⁹

II - Répression et problèmes d'hébergement
 1 - Les mesures prises pour arrêter l'exode des bédouins vers la région de Tunis

- 28 Il y avait deux sortes de mesures : certaines préventives et d'autres répressives.
 Les mesures préventives

- 29 Pour lutter contre l'exode, il fallait d'abord essayer de retenir les nomades dans leurs *cheikhats* d'origine. A cet effet, des chantiers de travail ont été organisés pour embaucher les valides parmi ces nomades, et des aides d'assistance ont été accordées aux nécessiteux incapables de travailler. D'autre part, une surveillance des routes a été établie par la gendarmerie, la police et l'*Oudjak*.⁴¹ Cependant, toutes ces mesures étaient liées à l'attribution de crédits nécessaires pour financer ces opérations.
- 30 Il importe de mentionner qu'en plus du rôle de l'État, la *Tékia*,⁴² les sociétés de prévoyance, de bienfaisance et d'entraide musulmane ont fourni des efforts très importants dans l'assistance et les secours attribués aux nécessiteux.
- 31 Les plus importantes mesures de secours et d'assistance résident dans la distribution d'orge et de céréales pour les nécessiteux et les transhumants de la capitale. L'attribution de secours d'urgence sous forme de denrées alimentaires était effectuée parallèlement dans les régions de l'intérieur pour empêcher l'exode des caravanes de transhumants. Mais ces secours étaient toujours insuffisants.
- 32 Pour résoudre tous ces problèmes, une commission fut créée en 1935, la « *commission de nomadisme* » qui fut chargée de mettre au point des mesures pour protéger la ville de Tunis contre l'afflux de ces populations. Cette commission a prescrit notamment :
- L'établissement d'un contrôle initial des départs.
 - La délivrance des permis collectifs destinés aux chefs de groupes, valables pour l'aller et le retour des transhumants suivant des itinéraires bien fixés (un carnet de transhumance).
 - L'interdiction pour des nomades transhumants, de camper dans le périmètre communal et dans le caïdat de la banlieue hors des emplacements officiellement fixés à cet effet et soumis à la surveillance des services de sécurité et d'hygiène.
- 33 Mis à part ces procédures préventives, d'autres mesures plus sévères ont été appliquées.
- Les mesures répressives
- 34 Outre les mesures prises pour réglementer le nomadisme et l'exode des populations rurales vers les centres urbains, un décret contre le vagabondage et la mendicité a été promulgué. Ce décret du 25 juillet 1923 réprime le vagabondage, ce délit est puni d'une peine de prison de six mois, qui peut être suivie d'interdiction de séjour dans les villes de Tunis, Bizerte, Sousse, Sfax, ainsi que dans leurs banlieues et, en cas de récidive, d'une peine accessoire de surveillance administrative.
- 35 Des mesures purement administratives telles que celles qui étaient prévues en Tunisie par les décrets des 6 mai 1933, 15 avril 1934 et 26 mars 1935 seront abrogés par la suite. A cela s'ajoute la circulaire n° 6 du 25 février 1936 tendant à assurer une liaison directe entre les différentes autorités locales ainsi qu'avec les chambres d'intérêts agricoles ou les associations d'agriculteurs, en vue de l'embauche et du déplacement de la main d'œuvre migrante, sans oublier les dispositions du 1^{er} septembre 1939 et 20 mars 1940 qui permettaient pendant « *la durée de l'état de siège d'éloigner ou de mettre en résidence forcée, par décision de l'autorité militaire, les individus dangereux pour la sécurité publique* ». ⁴²
- 36 Un décret du 23 janvier 1902 autorise les présidents de municipalité à réprimer la mendicité par voie d'arrêté municipal. Le délit de mendicité est frappé d'une amende de 20 francs et de 15 jours d'emprisonnement. (Code pénal tunisien). Ces peines ont été renforcées par le décret du 3 avril 1939 qui prévoit notamment l'interdiction de séjour. Les tribunaux tunisiens punissaient sévèrement les mendiants adultes et valides, mais

ne poursuivaient pas les enfants, les infirmes, les vieillards ou les mères d'enfants en bas âge. De nombreux mendiants échappaient aussi à la répression.

- 37 Cependant, la plus importante des mesures répressives pratiquées à l'époque était celle du refoulement administratif.

Le refoulement des indésirables

- 38 Le refoulement est une mesure qui consiste à reconduire ou à renvoyer les bédouins indésirables, installés clandestinement à Tunis et dans ses banlieues, vers leurs régions d'origine. Il concerne les nomades qui ne justifient pas d'une profession fixe et ne peuvent toucher un salaire fixe.⁴³ Mais cette mesure n'a pris effet que lorsque la concentration des vagabonds est devenue si dense qu'elle constituait un danger pour la sécurité et l'hygiène publique.

- 39 Les opérations de refoulement des nomades constituaient un véritable problème, parce qu'en plus des vagabonds arrêtés dans la ville de Tunis, les contrôleurs civils de l'intérieur, organisaient périodiquement des convois de prisonniers parmi lesquels des étrangers maghrébins arrêtés pour vagabondage, et transférés à Tunis, sous escorte de spahis de l'Oudjak ou de la gendarmerie.

a) Les exceptés du refoulement

- 40 La question du refoulement était délicate. Maintes familles n'avaient pas été refoulées pour des cas spéciaux :

- Les Trabelsi⁴⁴ qui ont des raisons spéciales pour ne pas revenir en Tripolitaine. Ils se sont infiltrés peu à peu sans attirer l'attention et ont encore un statut administratif indéfini
- Les anciens combattants
- Toutes les familles dont le chef avait un emploi.
- Toutes les familles habitant des *Maâmrâ*, construites en pierres ou en « *tâb* », et non des abris précaires.
- Quelques cas particuliers tels que femmes enceintes au dernier mois, parents de malades traités à Sadiki, personnes très âgées etc...
- Des locataires de parcelles rurales possédant du bétail, spécialement des vaches laitières.
- Les personnes originaires des environs de Tunis.

- 41 Il était suffisant pour ces cas spéciaux, d'inviter peu à peu les familles à « *déguerpir* » ou à se loger dans des habitations plus convenables et plus saines.⁴⁵

- 42 À cela s'ajoutent certains nomades qui campaient à proximité de la résidence beylicale à La Marsa et se trouvaient sous la protection des princes.⁴⁶

- 43 Ces familles vivant à l'état de semi-vagabondage autour de Tunis, une fois refoulées ne devraient plus y revenir. Elles ont été invitées à regagner immédiatement leurs tribus et *Cheikhât* d'origine. Les autorités indigènes ont été invitées à les aider notamment en leur procurant un moyen de transport et à veiller à ce que des aides leur soient distribués.⁴⁷

- 44 Il en résulte donc que les nomades ne sont pas tous des « *indésirables* » et qu'il y avait parmi eux des « *indésirables* » issus de la capitale et non des transhumants.

b) Les conditions du refoulement des « indésirables »

- 45 Chaque semaine, plusieurs centaines de nomades sont refoulés par voie ferrée vers différentes directions (Sfax, Souk El Arba, le Kef et gares intermédiaires). Beaucoup d'autres partaient de leur plein gré utilisant leurs propres moyens de transport (les Souassi notamment) ou demandaient eux-mêmes, à cause de leur condition misérable,

d'être refoulés utilisant ainsi les moyens de transport qui leur permettaient de revenir dans leurs régions." D'autres simulaient un départ, mais, en fait, ils ne partaient jamais vraiment ou ne partaient que pour revenir ultérieurement."

- 46 Les personnes devant être refoulées, sont prévenues huit jours à l'avance, rassemblées à quatre ou cinq heures du matin, et conduites en camion avec leurs familles, leurs matériels, pour être embarquées près de Djebel- Djelloud dans un train de marchandises spécial, composé de wagons fermés. Chaque wagon était surveillé par deux spahis. Il leur était distribué du pain pendant le trajet et à l'arrivée.
- 47 Quand la distance était proche, le refoulement se faisait à pied, sauf pour les vieillards et les malades qui devaient être théoriquement refoulés par chemin de fer. Les convois étaient escortés par des spahis de l'Oudjak. Les frais de transport sont imputés au secrétariat général du gouvernement.
- 48 Ces conditions de refoulement engendraient souvent des pertes humaines. En effet, d'après certains rapports, plusieurs individus meurent de faim, de fatigue et de froid au moment des refoulements." Ce qui prouve que les précautions prises n'étaient pas toujours appliquées à la lettre et que les moyens mis en place ne correspondaient pas au développement spectaculaire du phénomène de l'exode.
- 49 Mais avant d'être refoulés, ces individus étaient rassemblés provisoirement dans des sortes de camps créés à cet effet. C'est ce qu'on appelait les « *camps d'hébergement provisoires* »

2 - Le problème de l'hébergement transitoire des indésirables

- 50 En attendant le refoulement des indésirables vers leurs régions d'origine, les responsables se trouvaient dans l'obligation de garder le contrôle sur les éléments arrêtés pour vagabondage ou mendicité ou encore pour construction de baraques. Quels étaient donc les lieux qui hébergeaient les « *indésirables* »

La prison civile de Tunis

- 51 Jusqu'en 1941, les vagabonds arrêtés étaient incarcérés dans la prison civile de Tunis. Un rapport du préfet directeur des services de sécurité à l'Amiral Esteva, Résident Général de France à Tunis, du 5 décembre 1940 affirme que :

les individus indésirables ou sans moyens d'existence, tels que vagabonds et mendiants, appréhendés par les services de sécurité dans les villes de la Régence, étaient habituellement déposés dans les prisons civiles, en vertu de billets d'écrou administratifs établis par les contrôleurs civils, en attendant d'être refoulés sur leurs caïdats d'origine..

Rassemblés à la prison civile de Tunis qui servait ainsi de relais, ils étaient ensuite dirigés sur leurs régions.

Mais cette pratique d'écrou, outre son illégalité, donnait lieu à des abus criants. Certains individus étaient... maintenus en détention illégale à la prison civile de Tunis pendant des durées indéterminées qui atteignaient souvent plusieurs mois, dans l'attente de la formation du convoi et du mouvement des escortes. Elle constituait en outre un grave danger pour l'hygiène des établissements pénitentiaires en raison de l'état psychologique lamentable et du degré extrême de saleté de la majorité des individus écroués qui risquaient la contamination."

- 52 Cette situation s'était encore aggravée du fait du surpeuplement des prisons. C'est ainsi que la prison civile de Tunis vers laquelle affluait la majorité des indésirables écroués et dont la capacité de logement est prévue pour une population pénale normale de 800 détenus, en a compté au début des années 1940 en permanence un chiffre qui dépassait les 1800 individus. Les multiples dangers d'une telle situation ont conduit le

gouvernement à supprimer théoriquement cette pratique, et le contrôleur civil de Tunis se trouvait parfois dans l'obligation de libérer ces vagabonds.⁵²

Le centre d'hébergement transitoire

53 Pour résoudre le problème de l'hébergement des indésirables arrêtés, la commission des nomades qui s'est tenue le 6 juin 1939 avait envisagé la création d'un camp d'hébergement transitoire destiné à *recevoir les vagabonds installés à Tunis et en instance de refoulement*.⁵³ Un camp d'hébergement des mendiants et des nomades fut installé vers la fin de l'année 1941⁵⁴ par le bureau municipal d'hygiène sur l'ancien emplacement du marché des laines, place des chevaux, où se trouvaient *des bâtiments susceptibles d'être aménagés pour abriter séparément, hommes et femmes, dans de bonnes conditions d'hygiène. On peut y héberger, épouiller, et vacciner les nomades ramassés dans les rues de Tunis, par les services de la sécurité en attendant leur rapatriement*.⁵⁵

54 Ce centre d'hébergement peut contenir trois cents personnes. Les vagabonds appréhendés y sont conduits et gardés jusqu'à leur identification, leur dépouillement et leur renvoi dans leur *cheikhat* d'origine ; ce centre avait un caractère permanent.⁵⁶ Théoriquement, ce camp était destiné à recevoir et grouper ces vagabonds durant un certain nombre de jours (moins de 48 heures),⁵⁷ au besoin durant une journée ou même si possible, quelques heures seulement. Il était placé sous le contrôle de la police et des services d'hygiène et comprend une chambre de sûreté.⁵⁸ En 1956 un deuxième centre d'hébergement fut créé à El Mohammadia, il était placé sous la direction des services de sécurité en vertu de la circulaire ministérielle n° 17 du 29 mars 1956.

55 Le rassemblement de ces indésirables posait des problèmes de crédit à prévoir pour le remboursement des frais de leur nourriture pendant leur séjour au centre d'hébergement.⁵⁹ La nourriture des refoulés était assurée par le fourneau économique à titre remboursable par le gouvernement tunisien sur la base de 6 francs par jour et par individu.⁶⁰

56 Cependant, toutes ces mesures « d'épuration », délicates et onéreuses, se sont révélées souvent inefficaces. Peu à peu, vagabonds et nomades refoulés regagnaient la ville, quand ils parvenaient à esquiver les rafles, et l'opération était à recommencer. En 1937, des statistiques montrent que 20% des rapatriés ou refoulés sont revenus à Tunis.

Conclusion

57 « *Les indésirables* » bédouins étaient considérés par le pouvoir, de même que par les citoyens de la capitale comme un fléau, ou un corps étranger dont on doit se débarrasser, des marginaux qu'on doit exclure du paysage urbain⁶¹.

58 Pourtant certains bédouins dont on reconnaissait la bonne conduite et qui réussissaient à trouver un travail ou un métier fixe qui leur procurait des moyens légaux de survivre tant bien que mal, étaient acceptés.

59 Mais d'une façon générale, ces « mal-aimés » étaient, il faut bien le dire, des marginaux et des exclus de la société tunisienne.

NOTES

1. - Sebag (P.), « Le bidonville de Borgel », in *Cahiers de Tunisie*, n°23-24, 1958, pp. 267-309. Le rôle des mouvements migratoires dans la formation de la population tunisoise a été plus d'une fois mis en évidence : Lepidi (J.), « Tunis dans la démographies tunisienne », in *Bulletin économique et social de la Tunisie*, juin 1955, pp. 18-22 ; Vibert (J.), « Tableau de l'économie tunisienne », in *Bulletin économique et social de la Tunisie*, octobre 1951, p. 33.
2. - *Ibid.*
3. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 41, lettre du secrétaire général du gouvernement tunisien au cheikh el médina, en date du 4 mai 1935.
4. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 221, lettre du contrôleur civil de Tunis au résident général de France, en date du 27 Mai 1936.
5. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 96, lettre du contrôleur civil de Tabarka au secrétaire général du gouvernement tunisien.
6. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 197, procès verbal de la commission réunie le 14 mars 1938, pour envisager des mesures propres à enrayer le nomadisme autour de Tunis.
7. - Pour avoir plus de données sur la crise des années trente voir : El Annabi (H.), *La crise de 1929 et ses conséquences en Tunisie*, mémoire de C.A.R en histoire préparé sous la direction de Béchir Tlili, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Tunis 1975, 175 p.
8. - *Les années de sécheresse que subit la Tunisie et qui ruinèrent les pasteurs semi nomades et certains petits cultivateurs furent également une des causes de l'afflux de populations, mais la confrontation des cartes de 1947 (apport 1946) et de 1948 montre que c'est entre ces deux dates que l'implantation fut la plus forte.* Cité in Dardel (J.-B.) Klibi (Ch.), « Un faubourg clandestin de Tunis : le Djebel Lahmar ». In *Cahiers de Tunisie*, n°10, 2^{ème}- 3^{ème} trimestre, 1955, p.216.
9. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 191, lettre du contrôleur civil à Tunis au résident général de France à Tunis en date du 24 juin 1937.
10. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 25, circulaire du premier ministre aux caïds, en date du 24 février 1934.
11. - D'après la définition de P. Sebag, le terme de « chiffonnier » désigne mal une activité qui comporte, certes, la récupération des chiffons, mais aussi des vieux papiers, des os et des boîtes en fer-blanc, au Msob, le dépôt d'ordure de la ville. En arabe parlé, on emploie le terme *khurdâji*, dérivé de *khurdâ*, qui signifie ici vieilleries, rebut. En arabe régulier, le mot *khurda* signifie quincaillerie, mercerie, et *khurdâji* quincaillier, mercier.
12. - La *Nahdha* du 19 avril 1936, article éditorial intitulé « Aggravation de la situation économique et nécessité d'y remédier promptement ».
13. - Voir Desanti (D.), *L'année où le monde a tremblé : 1947*, Ed, Albin Michel, Paris 1976, 398 p.
14. - Dardel (J.-B.) Klibi (Ch.), « Un faubourg clandestin de Tunis : le Djebel Lahmar ». In *Cahiers de Tunisie*, n°10, 2^{ème}- 3^{ème} trimestres, 1955, pp.211-224.

15. - *Ibid.*

16. - Le rôle du colonisateur dans les mutations des propriétés agricoles a été plus d'une fois mis en évidence : Berdah (A.), *Essai sur certains remèdes pour pallier la crise économique et rurale en Tunisie*, Tunis, 1935, 231 p. (Thèse de droit, université de Lyon); Poncet (J.), *La colonisation et l'agriculture européennes en Tunisie depuis 1881 à nos jours*, Ed, Mouton, Paris -La Haye, 1962, 700 p ; Moussa (M.- L.- F.), *L'Etat et l'agriculture en Tunisie*, Publication du Centre d'Etudes et de Recherches de l'Université de Droit, d'Economie et de Gestion de Tunis, 1988, 634p. Spielmann (V.), *Les grands domaines nord -africains. Comment et pourquoi l'on colonise ?* Orléans, imprimerie coopérative La Laborieuse, Alger, Ed. du trait d'union, s.d. 112 p.

« L'œuvre caritative des Habous fut souvent l'objet d'abus des Oukils. Ainsi, le décret de 1898, tenta de mettre fin à cette pratique, mais de procéder légalement à la concession des biens Habous par l'enel qui est une enchère publique léguant le droit d'exploitation au locataire sur une période qui s'étend sur 20 ans et qui lui ouvre le droit d'acquisition de la terre. Il faut dire que cette opération avait largement contribué au passage des terres Habous vers la colonisation agricole. De nombreux Habous ont pu ainsi devenir purement et simplement des lots de colonisation. Le plus souvent ces terres se trouvent dans les régions fertiles du Cap Bon et du Sahel. La surface totale des terres cultivables en Tunisie est estimée à 5 millions d'hectares, « en 1939 la masse totale des terres européennes est estimée à 7 ou 800 mille hectares ...Les Français (la statistique d'après guerre, estime à 3,400, (le nombre de familles françaises vivant de l'agriculture en 1945) détiennent 774,000 ha », Poncet (J.), « *La colonisation et l'agriculture européennes en Tunisie de 1881 à nos jours*, Paris, mouton, 1961, pp. 321 et 327 » cité in : Chérif (F.), *La Tunisie dans la seconde guerre mondiale : impacts et attitudes (avril 1938- mai 1943)*, thèse de doctorat, sous la direction de Martin (J), volume I, soutenue en Sorbonne (Paris IV) le 17 février 2001, p. 293.

17. - Pour avoir plus de détails, voir Sauvy (A.), *La machine et le chômage, le progrès technique et l'emploi*. Ed. Dunod / Bordas 1980, 383 p.

18. - Voir Sebag (P), *op. cit.*

19. - Voir Dardel (J.-B.) et Klibi (Ch.), *op. cit.*

20. - *Tunis- midi* du 8 Mai 1936, article de T.E « La dangereuse invasion ».

21. - Dardel (J.-B.) et Klibi (S. Ch.), *op. cit.*, p. 215.

22. - *Archives Nationales de la Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 3, pièce 248, lettre du haut commissaire de France en Tunisie au Premier ministre, en date du 3 décembre 1955.

23. - *Archives Nationales de la Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 3, pièce 61, rapport du capitaine Touya, sur les mesures à prendre contre les nomades de la région de Fouchana, en date du le 19 juin 1941.

24. - Dans son rapport adressé au Résident Général le 27 mai 1936, le contrôleur civil de Tunis affirme que *cette population misérable s'approvisionne parfois des poubelles au bien au marché aux croûtons de la porte de Sidi Abdesslem.*

25. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 3, pièce 181, lettre du ministre de la santé publique au premier ministre, en date du janvier 1948.

26. - Voir Burnet (E.), « pour une étude scientifique de l'alimentation en Tunisie », in *Cahiers de Tunisie*, n°12, 4^{ème} trimestrs, 1955, pp. 495-642.

27. - *Archives Nationales de la Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, note pour le chef du service de l'administration régionale et communale, en date du 13 avril 1931.

28. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier, 1 pièce 245, lettre du Dr. J. Reynold, médecin-chef du bureau d'hygiène de la ville de Tunis au vice président délégué de la municipalité de Tunis, en date du 29 juin 1940.

29. - Sebag (P.), « Enquête sur les salariés de la région de Tunis », *colloque sur les niveaux de vie en Tunisie*, Presses Universitaires de France, 1956, pp. 38-47.

Dans cette étude, Sebag, en collaboration avec le D^r Benzina-Ben Cheikh, de M.Lahmi, B.Lazar, J. Lévine, H. Nizard, J. Poncet, M.Turki et du D^r G. Valensi, a été amené à conclure son chapitre réservé à l'alimentation et l'habillement, en soulignant que la dénutrition est inévitable pour les familles dont les ressources sont inférieures à 2.500francs ; qu'elle est possible pour les familles dont les ressources sont comprises entre 2.500 et 4.500 francs et même pour celles dont les ressources sont comprises entre 4.500 et 6.500 francs. La mal nutrition est inévitable pour les familles dont les ressources sont comprises entre 2.500 et 4.500 francs, et elle est encore possible pour les familles dont les ressources sont comprises entre 4.500 et 6.500 francs.

On peut aussi consulter son enquête sur « le bidonville de Borgel ».

30. - *Il existe deux sortes de Habous (ou Waqf, en orient arabe) : les Habous publics et les Habous privés. A défaut d'indication de la fondation du réseau, le Habous qui est une propriété terrienne ou bien immobilier est effectué de droit aux pauvres et aux indigents.*

Les Habous privés ou particuliers sont ceux dont les bénéficiaires, généralement des descendants du constituant, sont encore en vie. A cette catégorie se rattachent les Habous de Zaouïas ou sanctuaires des marabouts dont les descendants restent bénéficiaires, à charge d'entretenir et de pourvoir aux besoins du culte, conformément à la volonté du constituant. Jusqu'en 1871, les Habous publics étaient confiés au « Oukil » (administrateur), nommé par le Bey. Il gérât les immeubles de rapport et en affectait les revenus avec œuvres instituées par le constituant, pour leur rémunération, ces gérants prélevaient sur la recette, une remise fixée généralement à 6,25 % (Kharouba). Saadallah (M.) Cheikh El Médina. Encyclopédie coloniale et maritime, 1942, pp. 161-164 » ; cité in Chérif (F.), op. cit.

31. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 12: lettre du résident général au contrôleur civil en date du 5 juin 1931 ; pièce 122, lettre du contrôleur civil au résident général de la république de France à Tunis en date du 27 Mai 1936 ; Sebag (P.), « Le bidonville de Borgel », in *cahiers de Tunisie*, n°23-24, 1958.

32. - Ces gourbis villes ont déjà fait l'objet de quelques travaux : Rondot (P.), « L'élimination des gourbis villes et l'étude des migrations humaines dans la Tunisie du Nord », in *Bulletin économique et social de la Tunisie*. août 1954, pp. 84-90 ; Dardel (J.-B.) et Klibi (Ch.), op. cit.

33. - Dardel (J.-B.) Et Klibi (S. Ch.), op. cit.

34. - Timoumi (H.), *Histoire sociale de la Tunisie 1881- 1956*, paru en arabe, Dar Mouhamed Ali El Hami, première édition, 1997, p. 146.

35. - Le choix du terrain s'effectuait après négociations au cours de commissions composées d'un délégué du secrétariat général, du docteur chef du service de l'hygiène, d'un ingénieur des travaux de la ville d'un représentant de la municipalité de Tunis, du Caïd de la banlieue et d'un délégué de l'administration des Habous ; pour examiner ce choix sous l'angle salubrité, surveillance policière, protection des environs, proximité des grands centres industriels pouvant occuper de la main d'œuvre et également pour fixer l'indemnisation à la Djamaïa.

36. - Dans son enquête sur le bidonville de Borgel, Paul Sebag définit les baraques comme suit : leur charpente se réduit à quelques madriers grossièrement assemblés. Les parois en sont formées de planches inégales, fixées à grand renfort de clous, aux quelles s'ajoutent

souvent des morceaux de tôle trouvés ça et là : fûts d'asphalte, bidons de lubrifiant, panneaux publicitaires de fer émaillé, sont encore reconnaissables en plus d'un endroit. Et le toit, à simple ou double pente, est fait de planches que recouvrent une vieille bâche ou des plaques de tôle : le vent l'emporterait si de grosses pierres et un amoncellement d'objets divers ne le maintenaient solidement.

37. - Sebag distingue entre les baraques et les gourbis, en effet certains de ces derniers sont en « tûb ». Pour les construire, on a commencé par malaxer terre, paille et eau, pour obtenir une boue consistante. Puis, le mélange a été coulé dans des moules en bois et l'on a formé de grosses briques, mises à sécher au soleil. Ces adobes, liées entre elles avec un peu de terre humide, constituent les parois. Quant au toit, à pente simple ou double, il se résume à des plaques de tôle recouverte d'une épaisse couche de glaise. D'autres gourbis sont plus robustes.

38. - Ce périmètre est très étendu, il va de Megrine, cité Lescure, Ben Arous, Mghira, englobant tout le lac de Sédjoumi, arrive presque au Bardo et à mi-chemin de l'Ariana et de l'Aouina, c'est-à-dire à quatre ou à cinq kilomètres au nord et au sud et à trois kilomètres à l'ouest.

39. - Archives Nationales de la Tunisie, série E, carton 234, dossier 3, sous dossier 14, pièce 18, lettre du délégué à l'administration tunisienne au directeur général des finances à Tunis, en date du 23 septembre 1936.

40. - Oudjak : détachement de soldats d'origine turque.

41. - Tékia : sorte d'association caritative musulmane.

42. - Voir Journal Officiel Tunisien (JOT) du 6 mai 1933, et du 26 mars 1935.

43. - Archives Nationales de la Tunisie, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 67, lettre du contrôleur civil de Thala au secrétaire général du gouvernement tunisien, en date du 7 mai 1935.

44. - Personnes originaires de la Tripolitaine.

45. - Archives Nationales de la Tunisie, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 88 et 91, lettre du contrôleur civil de Tunis au secrétaire général du gouvernement tunisien, en date du 4 juin 1935.

46. - En 1936 les princes Hamouda et Sadok bey, opposés de tout temps à ce que les nomades se trouvant chez eux ou sous leur protection, soient expulsés, malgré l'ordre beylical de 1933 qui suffit pour amener les princes à se débarrasser des nomades qu'ils avaient chez eux; les princes étaient invités à établir la liste des nomades à leurs services. Le ministère d'Etat délivrait à chacun une carte d'identité ; les dispositions à prendre à ce sujet appartiennent au secrétariat général du gouvernement (ministère d'Etat, les nomades non munis de cartes étaient refoulés).

47. - Archives Nationales de Tunisie, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 75, lettre de Lakhdar Ben Mohamed El Ammi au résident général de France à Tunis, en date du 13 mai 1935.

48. - Dans ce contexte on peut citer la lettre écrite le 13 mai 1935 par un jeune de 17 ans, né à Om El Araiss, près de Gafsa : *je désire y retrouver afin de trouver un travail dans la mine de cet endroit... ma mère est morte, mon père et toute ma famille sont au pays. Je meurs de faim à Tunis. Je vous demande monsieur le président de bien vouloir me donner une lettre de recommandation pour l'ingénieur de la mine afin qu'il me donne du travail, puis je vous demande encore un billet de chemin de fer pour Omm El Araiss, et des vêtements convenables...*

49. - Archives Nationales de Tunisie, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 88 et 91 lettre du contrôleur civil à Tunis au secrétaire général du gouvernement tunisien à Tunis, en date du 4 juin 1935.

50. - Dans son rapport au secrétaire général du gouvernement français à Tunis, le caïd de Mdjez El Bab écrit le 24 février 1942 qu'une caravane de 112 hommes fut refoulée de Tunis vers Medjez El Bab le 18 février 1942. À l'arrivée du convoi à Bordj Toum, quatre hommes décédaient, à l'examen de ces vagabonds le médecin de l'assistance publique, a fait connaître qu'ils avaient succombé à la faim, à la fatigue et au froid. D'autre part, ces vagabonds n'étaient que très légèrement vêtus.

51. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 255, lettre du préfet directeur des services de sécurité à l'Amiral Esteva, résident général de France à Tunis, en date du 15 décembre 1940.

52. - *Ibid.*

53. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 1, pièce 260, note pour le secrétaire général du gouvernement tunisien.

54. - *Archives nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, lettre du résident délégué de la municipalité, au préfet secrétaire général du gouvernement tunisien à Tunis, en date du 8 décembre 1941.

55. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 3, pièce 14, lettre du directeur de l'assistance de la santé publique au préfet, secrétaire général du gouvernement tunisien à Tunis, en date du 10 janvier 1942.

56. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 3, procès verbal de la commission de nomadisme réunis à Dar El Bey le 17 mai 1941 sous la direction de Binoche, préfet, secrétaire général du gouvernement tunisien ; en vue de mettre au point des mesures pour arrêter l'exode vers Tunis des vagabonds et des nomades.

57. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 3, pièce 143, lettre du secrétaire du gouvernement tunisien au directeur général des contrôles à Tunis, en date du mois d'août 1944.

58. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 3, procès verbal de la commission de nomadisme chargée de mettre au point les mesures à prendre pour indiquer l'exode vers Tunis des vagabonds et des nomades, réunie à Dar el bey le 17 mai 1941 sous la présidence de Binoche, préfet, secrétaire général du gouvernement tunisien.

59. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 3, lettre du préfet secrétaire général du gouvernement tunisien au délégué de la section d'Etat à Tunis, en date du 30 janvier.

60. - *Archives Nationales de Tunisie*, série A, carton 4, dossier 18, sous dossier 3, pièce 134, note pour le préfet secrétaire général du gouvernement tunisien, en date du 5 février 1942.

61. - Voir Berque (Jaques), « Médinas, villes neuves et bidonvilles », in *Cahiers de Tunisie*, n° 21-22, 1958, pp. 7-42.

RÉSUMÉS

Entre 1930 et 1956, la ville de Tunis a connu un fort accroissement de sa population. L'exode rural, le plus souvent causé par la misère dans les campagnes, est une des causes de l'afflux des populations. Les bédouins nomades sont parmi les catégories les plus marginales de ces individus, et les plus rejetées par les urbains et les autorités qui mettent tout en œuvre pour les contrôler et surtout tenter de les refouler en les renvoyant dans leur région d'origine.

Between 1930 and 1956 the city of Tunis has known an important population's growing. The rural exod more often brought by misery into open country is one of the reasons of population's growth. Nomad bedouins are among more marginal of this population and more throw out by urbans and authorities which bring anything into play in order to control them and particularly to drive back them with the idea to send back them in their original territory.

INDEX

Mots-clés : exclusion, Tunis, exode rural, bédouins, refoulement

AUTEUR

ZEÏNEB MEJRI

Doctorante - Université de Jendouba